

Service Prévention des Risques Anthropiques
Pôle Risques Accidentels
2, Rue Augustin Fresnel BP 95058
57071 METZ CEDEX 3

METZ, le 08/06/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UEM

2 place du Pontiffroy
BP 20129
57070 Metz

Références :
Code AIOT : 0006201560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2023 dans l'établissement UEM implanté 1 rue des Nonnetiers 57000 Metz. L'inspection a été annoncée le 28/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite :

- au courrier de Monsieur le Préfet de la Moselle du 17 juin 2022 demandant sous un mois à l'UEM de mettre en place les actions correctives nécessaires au maintien en service de l'une des tuyauteries de gaz naturel et d'adapter les fréquences de contrôle des tuyauteries de gaz naturel,
- à l'arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/n°2022-134 du 8 juillet 2022 mettant en demeure l'UEM de régulariser pour le 31 décembre 2022 sa situation administrative au regard de la réglementation applicable aux produits et équipements à risques.

L'objet de la visite est de s'assurer du respect des échéances susmentionnées par l'exploitant des équipements sous pression.

Le référentiel de contrôle est le suivant :

- code de l'environnement,
- arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple,
- arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCAT/BEPE/n°2022-135 du 8 juillet 2022,
- lettre de suite préfectorale du 17 juin 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UEM
- 1 rue des Nonnetiers 57000 Metz
- Code AIOT : 0006201560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'UEM est autorisée à exploiter sur le site de Metz Borny une centrale thermique réglementée par l'arrêté préfectoral n°2020-DCAT-BEPE-27 du 31 janvier 2020. À ce titre, elle est autorisée au titre des rubriques n°3110 et 4801-1 de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des échéances
- Equipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Etat des équipements	Autre du 28/12/2016, article R557-14-2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Arrêté de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 08/07/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 6 février 2022 a mis en évidence que l'UEM ne respectait pas l'arrêté DCAT/BEPE/n°2022-134 du 8 juillet 2022. Le programme de contrôle et les dossiers d'exploitation des tuyauteries départ et retour CH3, ainsi que départ et retour CH5, soumises à l'arrêté du 20/11/2017 sus-cité, n'ont pas été établis au 31/12/2022. Au regard de ces constats, il est établi que l'UEM s'est placée en position délictuelle en ne respectant pas l'arrêté de mise en demeure DCAT/BEPE/n°2022-134 du 8 juillet 2022. Aussi un procès verbal de délit est adressé à M. le Procureur de la République.

Néanmoins, il a également été constaté que ces tuyauteries, qui en fonctionnement nominal font circuler de la vapeur ou de l'eau surchauffée, ne contenaient pas de tels fluides lors de la visite. En effet, les chaudières CH3 et CH5 étaient à l'arrêt. L'UEM déclare qu'il s'agit de chaudières de secours qui ne fonctionnent qu'en cas de pic de consommation sur le réseau de chaleur. La chaudière CH3 sera définitivement mise à l'arrêt au 31/12/2023 et la chaudière CH5 doit également être mise hors service au 31/12/2024.

L'UEM s'est engagé à transmettre rapidement les documents exigés par l'arrêté de mise en demeure

et à réaliser l'inspection périodique des tuyauteries avant leur redémarrage. Les programmes de contrôle des tuyauteries ont été transmis le 16 février 2023, ainsi qu'une déclaration de constitution des dossiers d'exploitation .

Aussi, il n'est pas proposé de sanction administrative à l'encontre de l'UEM, au regard des actions engagées par la société et en l'absence de risque immédiat identifié. Un projet de lettre de suite est en revanche proposé à Monsieur le Préfet de Moselle afin de rappeler à l'exploitant ses engagements.

En outre, l'Inspection a formulé plusieurs constats au sein du rapport concernant le programme de contrôle de la tuyauterie d'alimentation en gaz naturel du site et son état. Un projet de lettre de suite est proposé à Monsieur le Préfet de Moselle demandant à l'UEM d'engager les actions nécessaires à lever ces constats.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés dans les fiches de constat du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/07/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : UEM dont le siège social est situé 2 place du Pontiffroy à METZ (57000) est mis en demeure de régulariser la situation de son établissement implanté 1 rue des Nonnetiers 57000 METZ, au regard de la réglementation applicable aux équipements sous pression.</p> <p>A cette fin, l'exploitant doit à l'échéance du 31/12/2022 :</p> <ul style="list-style-type: none">• mettre à jour la liste prévue au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé,• établir les programmes de contrôle prévus au III de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susmentionné, pour toutes les tuyauteries du site concernées,• établir un dossier d'exploitation pour chaque équipement sous pression du site soumis à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susmentionné, conformément au I de l'article 6 de cet arrêté.
<p>Constats : L'UEM a présenté lors du contrôle la liste des appareils à pression du site mise à jour avec les tuyauteries soumises à l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des appareils à pression et des récipients à pression simples.</p> <p>L'UEM a établi le programme de contrôle de la tuyauterie d'alimentation du site en gaz naturel, n°1159, ainsi que son dossier d'exploitation.</p> <p>En revanche, l'UEM déclare que les programmes de contrôles de quatre tuyauteries n'ont pas pu être établis dans le délai imparti de la mise en demeure :</p> <ul style="list-style-type: none">- ligne départ CH3- ligne retour CH3- ligne départ CH5- ligne retour CH5. <p>Les dossiers d'exploitation de ces tuyauteries n'ont pas été établis en intégralité.</p> <p>Les programmes de contrôle des tuyauteries ont été transmis par courriel du 16 février 2023. L'exploitant déclare que les dossiers d'exploitation ont été créés.</p>
<p>Observations : L'exploitant indique que les lignes départ et retour CH3 seront mises hors service au plus tard au 31/12/2023. Les lignes départ et retour CH5 seront mises hors services au plus tard le 31/12/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>[...]</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p>[...]</p> <p>III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.</p>
<p>Constats : L'UEM a établi le programme de contrôle de la tuyauterie alimentant le site en gaz naturel, tuyauterie n°1159.</p> <p>L'UEM déclare que le contrôle des supports est réalisé annuellement, ce qui n'est pas indiqué dans le programme de contrôle de la tuyauterie.</p> <p>La visite des installations a fait apparaître que l'isométrie prévu pour la réalisation de l'inspection périodique ne comprend pas l'ensemble de la tuyauterie. Deux tronçons de tuyauteries comprenant chacun des accessoires sous pression ne sont pas représentés.</p> <p>Le programme de contrôle ne prévoit pas d'action d'inspection pour le contrôle de la partie enterrée de la tuyauterie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 3 : Etat des équipements

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2016, article R557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.[...]
Constats : Lors de la visite des installations des défauts de peinture avec des amorces de corrosion ont été constatés sur la tuyauterie n°1159 au niveau de contacts entre la tuyauterie et ses supports. Il a également été constaté que les chaudières CH3 et CH5 ne fonctionnaient pas au moment de la visite. Ainsi les tuyauteries départ et retour CH3, ainsi que départ et retour CH5 ne contenaient pas de la vapeur ou de l'eau surchauffée. Néanmoins, l'exploitant n'a pas mis ces tuyauteries au chômage ou hors service.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale